

http://clicks-ipm.adhese.com/raylene//s1870/brDONOTTRACK/brWindows7/brunknownBrowser/brunknownBrowserundefined/dtdesktop/coBE/rgBE08/tyfree/tm7/tn7/wecalm/inadtt-iaab13-3/DN1/A20.0.0.0/O /A /JC /ad46145/URhttp://www.email-brokers.com/be_fr

La Libre.be



Vive la rentrée !



<https://www.ipmstore.be/lalibre/offre/ticket12-11b>

Face à la menace terroriste, "certaines entreprises belges doivent mieux se protéger"

RAPHAËL MEULDERS Publié le jeudi 20 août 2015 à 17h17 - Mis à jour le vendredi 21 août 2015 à 06h54



ACTUALITÉ L'assureur Aon (gestion de risque et conseil) a relevé la menace terroriste en Belgique lors de son dernier baromètre. Selon le spécialiste Bart Goossens, certaines entreprises doivent être plus vigilantes.

Vous avez revu les menaces terroristes à la hausse en Belgique. Quelles en sont les raisons ?

La principale raison est la menace croissante de l'Etat islamique et de certains groupes associés. Les autorités ont intérêt à être prudentes et à prendre certaines mesures de prévention autour des cibles possibles comme certaines institutions internationales ou certains partis politiques qui ont parfois des opinions assez claires sur cette problématique. Sur base d'études faites les années précédentes, on peut dire que le niveau est élevé dans notre pays. Beaucoup de jeunes ont quitté la Belgique pour aller se battre en Syrie. Tôt ou tard, ils vont revenir avec une certaine radicalisation et cela posera des problèmes.

Du fait de cette menace terroriste, notre pays devient-il moins attractif pour les entreprises étrangères ?

Non, je ne pense pas que cela ait un effet direct sur les investissements. Le niveau de menace a augmenté, mais il ne va pas empêcher les investisseurs de venir en Belgique. Dans le business, il y a d'autres facteurs qui jouent. Mais on conseille tout de même aux entreprises qui pourraient être menacées de prendre des mesures de sécurité et de prévention.

A quoi pensez-vous par exemple ?

Les entreprises doivent se protéger de manière physique, empêcher par exemple une voiture de se rapprocher d'un bâtiment sensible. Il faut aussi installer une mentalité de prudence, contrôler les accès et avoir un screening de son personnel. Toute situation suspecte doit être notifiée, comme le fait de voir traîner un inconnu dans un bâtiment sans badge. Tout le monde doit faire l'effort d'être vigilant.

En Belgique, a-t-on vraiment cette mentalité d'être sur le qui-vive en permanence ?

Il y a toujours des entreprises où c'est possible d'entrer sans le moindre problème. En règle générale, toute grande société doit avoir un contrôle d'accès, et c'est vrai qu'il y a du pain sur la planche. Les entreprises anglo-saxonnes sont plus attentives à cela. Elles se sentent davantage menacées et la mentalité y est aussi différente. En Belgique, certaines sociétés, vu leur localisation ou leur spécificité, ressentent aussi un risque aggravé. Je pense notamment aux télécoms, aux grandes surfaces de distribution qui ont augmenté l'alerte et ont entamé des procédures de protection.

Ne risque-t-on pas de créer un climat de paranoïa aiguë en Belgique ?

C'est une question de bon sens. Il faut trouver un équilibre entre ce qui est raisonnable et justifié. Il est clair qu'on est beaucoup moins paranoïa qu'aux Etats-Unis. Le monde politique belge est conscient du risque et il a pris des mesures raisonnables qui ont montré leur efficacité, comme lorsqu'il a déjoué un attentat planifié à Verviers. Est-ce assez ? C'est difficile à dire.

A une autre échelle, le monde est-il devenu aussi plus risqué ? Y a-t-il des pays que vous déconseillez absolument aux hommes d'affaires belges ?

Cela dépend vraiment de la région. Il y a des pays qui sont devenus hyperdangereux, comme l'Iraq par exemple. Mais cela n'empêche pas des entreprises belges d'y investir, en prenant des mesures draconiennes pour se protéger. Je connais notamment une société belge qui fait protéger tous ses convois en Irak par des gardes armés, etc. C'est un très haut risque. En règle générale, on conseille d'augmenter les mesures de protection dans beaucoup de pays d'Afrique du Nord, comme la Tunisie ou l'Egypte par exemple.